

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 08/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EARL DE LA MOURIERE

Quartier la Mourière
26400 Vaunaveys-la-Rochette

Références : SB/2023/ 01718
Code AIOT : 0052600705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 dans l'établissement EARL DE LA MOURIERE implanté Quartier la Mourière 26400 Vaunaveys-la-Rochette. L'inspection a été annoncée le 31/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

contrôle réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Le précédent contrôle de cet établissement relevant du régime de l'enregistrement a été réalisé en 2016

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE LA MOURIERE
- Quartier la Mourière 26400 Vaunaveys-la-Rochette
- Code AIOT : 0052600705
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EARL de la Mourrière a arrêté son élevage de porcs le 31 août 2021. Il doit procéder la cessation définitive de son installation classée en appliquant la nouvelle procédure de cessation imposée par l'article R512-46-25 du code de l'environnement.

Un délai de 6 mois est accordé à l'exploitant compte-tenu notamment des difficultés de mise en oeuvre en élevage de cette nouvelle procédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales – respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/1999, article 11
Thème(s) : Élevage, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <i>En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit notifier la date de l'arrêt au Préfet au moins 1 mois avant celui-ci.</i> <i>Il est joint à cette notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire conformément à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977.</i> <i>L'exploitant est tenu de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des danges ou des troubles mentionnés à l'article 1er de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976.</i>
Constats : non conforme
Observations : Le site en arrêt d'activité. Pas de notification de l'arrêt de l'élevage au Préfet ni de transmission de mémoire de réhabilitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 1 bis: Dispositions générales –cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-46-25
Thème(s) : Élevage, cessation d'activité
Prescription contrôlée : <i>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i> <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</i> <i>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...]</i> <i>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.</i>
Constats : non conforme
Observations : Le site d'élevage n'est plus exploité depuis le 31 août 2021 selon la déclaration à l'Etablissement départemental d'élevage (EDE). La cessation d'activité n'a pas été déclarée officiellement au service des installations classées de la DDPP avant le 1 ^{er} juin 2022. L'article R512-46-25 est donc applicable. L'exploitant a confirmé lors du passage de l'inspection qu'il ne s'agissait pas seulement d'un arrêt temporaire de l'élevage mais d'un arrêt définitif de celui-ci. L'inspection l'a informé des conséquences de cet arrêt : perte du bénéfice de son autorisation et nécessité d'avoir recours à un bureau d'étude certifié pour attester du bon déroulement de la procédure de cessation. Il est à noter que l'autorisation préfectorale du 4 juin 1999 devient automatiquement caduque après un arrêt d'activité de plus de 3 ans soit le 31 août 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Bon état d'entretien de l'installation
Prescription contrôlée : <i>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i>
Constats : conforme
Observations : Il est en bon état d'entretien. Le bâtiment est désormais utilisé pour le stockage de matériel. Il est clôturé. Des panneaux photovoltaïques ont été posés en toiture.

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 - II.
Thème(s) : Élevage, Equipements de stockage
Prescription contrôlée : <i>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</i>
Constats : conforme
Observations : La seule structure de stockage utilisée était une fosse de récupération des eaux de lavage et des eaux pluviales souillées. Celle ci fait désormais partie de l'installation de méthanisation car elle a été utilisée pour stocker les eaux pluviales. Cette fosse est grillagée.

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : <i>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</i>
Constats : conforme
Observations : Une borne à incendie et une réserve incendie de 350 m ³ sont présentes à proximité de l'ancien bâtiment d'élevage (mises en place pour l'installation de méthanisation nouvellement construite)